

Avis et communications

AVIS DIVERS

MINISTÈRE DE L'ACTION ET DES COMPTES PUBLICS

**Situation mensuelle de l'Etat
(avril 2026)**

NOR : CPPE2614826V

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

Service de la fonction financière et comptable de l'Etat



Service de la fonction financière et comptable de l'Etat

Situation Mensuelle de l'Etat



Avril 2026



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Avril 2026**

SOMMAIRE



Synthèse.....	2
Faits marquants : évolution du mois.....	2
Faits marquants : données cumulées.....	3
Chiffres clés.....	4
Solde d'exécution budgétaire.....	5
Dépenses.....	6
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme.....	7
Recettes.....	10
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé).....	10
Recettes non fiscales du budget général.....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours et attributions de produits.....	14
Opérations des comptes spéciaux.....	16
Données patrimoniales.....	17
Correspondants du Trésor et personnes habilitées.....	17
Dette financière de l'Etat.....	18
Notes méthodologiques.....	19
Liste des sigles.....	20



**Situation Mensuelle
de l'État
Avril 2026**

**FAITS MARQUANTS : EVOLUTION DU
MOIS**

Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -69,602 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin avril 2026 s'élève à -69,602 Md€ contre -69,141 Md€ à fin avril 2025 à périmètre constant.

Cette évolution (-0,461 Md€) s'explique, pour le

budget général, par la hausse des dépenses nettes de 7,578 Md€ et des recettes nettes de 6,862 Md€, ainsi que par une variation positive du solde des comptes spéciaux de 0,255 Md€.

Dépenses du budget général (nettes) : 44,350 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Engagements financiers de l'État** : 9,048 Md€, essentiellement au titre du programme « Charge de la dette et trésorerie de l'État » (9,029 Md€) ;

► **Mission Enseignement scolaire** : 7,956 Md€, essentiellement au titre des programmes « Enseignement scolaire public du second degré » (3,451 Md€), « Enseignement scolaire public du premier degré » (2,327 Md€) et « Vie de l'élève » (1,034 Md€) ;

► **Mission Recherche et enseignement supérieur** : 5,437 Md€, essentiellement au titre des programmes « Formations supérieures et recherche universitaire » (3,546 Md€) et « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » (1,109 Md€) ;

► **Mission Défense** : 4,931 Md€, essentiellement au titre des programmes « Soutien de la politique de la défense » (2,018 Md€), « Équipement des forces » (1,410 Md€) et « Préparation et emploi des forces » (1,348 Md€) ;

► **Mission Travail, emploi et administration des ministères sociaux** : 3,390 Md€, principalement au titre du programme « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » (2,624 Md€) ;

► **Mission Écologie, développement et mobilité durables** : 2,647 Md€, principalement au titre des programmes « Infrastructures et services de transports » (0,841 Md€) et « Service public de l'énergie » (0,808 Md€) ;

► **Mission Régimes sociaux et de retraite** : 2,210 Md€, principalement au titre du programme « Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres » (1,735 Md€) ;

► **Mission Sécurités** : 2,143 Md€, essentiellement au titre des programmes « Police nationale » (1,125 Md€) et « Gendarmerie nationale » (0,920 Md€) ;

► **Mission Justice** : 1,069 Md€, montant réparti entre les divers programmes composant la mission.

Recettes du budget général (nettes) : 22,153 Md€

Les principales recettes fiscales nettes du mois

► **TVA nette** : 10,014 Md€ ;

► **IR net** : 9,011 Md€ ;

► **Accises sur les énergies nettes** : 2,948 Md€ ;

► **IS net** : -0,628 Md€.

Les autres recettes du mois

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 3,710 Md€, dont 1,636 Md€ de droits de mutation à titre gratuit et 0,776 Md€ de taxe sur les installations nucléaires de base ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 1,561 Md€, dont 0,671 Md€ de prélèvements de solidarité et 0,497 Md€ de taxe sur les services numériques ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'État** : -5,164 Md€, dont -3,000 Md€ au profit des collectivités territoriales (principalement au titre de la dotation globale de fonctionnement pour -1,993 Md€) et -2,164 Md€ au profit de l'Union européenne.

Comptes spéciaux (hors FMI) : -4,540 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

► Le compte « **Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution** » enregistre des dépenses pour 11,372 Md€ et des recettes pour 7,052 Md€ (dont 3,984 Md€ de fractions de TVA reversées du budget général vers les collectivités locales et 1,984 Md€ de TF, essentiellement au titre de la mensualisation) ;

► Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'État** » affiche des dépenses pour 9,874 Md€ (dont 9,091 Md€ de paiement des intérêts des OAT à taux fixes) et recettes pour 9,794 Md€ (dont 9,048 Md€ au titre d'abondements par le budget général).



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Avril 2026**

**FAITS MARQUANTS : DONNEES
CUMULEES**

Dépenses du budget général (nettes) : 145,584 Md€

Les dépenses nettes à fin avril 2026 s'élèvent à 145,584 Md€ contre 138,006 Md€ à fin avril 2025 à périmètre constant.

Cette évolution (+7,578 Md€) résulte essentiellement de la hausse des dépenses d'intervention pour +2,885 Md€ (principalement au titre de la mission "Écologie, développement et mobilité durables" pour 1,620 Md€, en raison du rythme de consommation

des crédits), ainsi que de la hausse, prévue en LFI, des dépenses de charge de la dette de l'État pour +1,881 Md€ (essentiellement au titre de la mission "Engagements financiers de l'État"), des dépenses d'investissement pour +1,306 Md€ (essentiellement au titre de la mission "Défense" pour 1,142 Md€) et des dépenses de personnel pour +1,246 Md€.

Recettes fiscales (nettes) : 102,688 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin avril 2026 s'élèvent à 102,688 Md€ contre 99,062 Md€ à fin avril 2025 à périmètre constant.

Cette évolution (+3,626 Md€) s'explique par la hausse des recettes de TVA nette pour +2,391 Md€ (hausse prévue en LFI) et des autres recettes fiscales nettes

pour +1,332 Md€, dont les autres taxes pour +0,932 Md€ en raison essentiellement d'un décalage dans le rythme des encaissements des "versements de la contribution des employeurs au titre du financement de l'allocation de logement sociale" rebudgétisée par la LFI 2025.

Recettes non fiscales : 9,731 Md€

Les recettes non fiscales à fin avril 2026 s'élèvent à 9,731 Md€ contre 4,218 Md€ à fin avril 2025 à périmètre constant.

Cette évolution (+5,514 Md€) s'explique

essentiellement en raison de la restitution par l'Agence nationale de la recherche (ANR) des dotations non consommables pour 6,853 Md€ en janvier 2026.

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -21,909 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'État à fin avril 2026 s'élèvent à -21,909 Md€ contre -19,805 Md€ à fin avril 2025 à périmètre constant.

Cette évolution (-2,104 Md€) s'explique

essentiellement par une augmentation des PSR au profit de l'Union européenne à hauteur de 2,076 Md€, hausse prévue en LFI.

Fonds de concours et attributions de produits : 1,660 Md€

Les fonds de concours et attributions de produits à fin avril 2026 s'élèvent à 1,660 Md€ contre

1,834 Md€ à fin avril 2025 à périmètre constant, soit une évolution de -0,174 Md€.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -16,190 Md€

Le solde des comptes spéciaux à fin avril 2026 s'élève à -16,190 Md€ contre -16,445 Md€ à fin avril

2025 à périmètre constant, soit une évolution de +0,255 Md€.

Dettes financières de l'État au 30 avril 2026 : 2 873,254 Md€

La dette financière est en augmentation de 109,140 Md€ depuis le début de l'année 2026.

Cette évolution s'explique essentiellement par les

flux nets de titres négociables (hausse des OAT pour +89,684 Md€ et des BTF pour +19,527 Md€).



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Avril 2026**

CHIFFRES CLES

	Mois	Cumul à fin avril			Ecart cumul
	Avril	2026	2025 retraité	2025 exécuté	2026 / 2025 retraité
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-26 737	-69 602	-69 141	-69 303	-461
Dépenses du budget général (nettes)	44 350	145 584	138 006	138 688	7 578
Recettes du budget général (nettes)	22 153	92 171	85 309	85 831	6 862
Recettes fiscales (nettes)	25 967	102 688	99 062	99 587	3 626
- IR net	9 011	27 316	26 624	26 624	693
- IS net *	-628	13 487	13 834	13 834	-347
- TVA nette	10 014	35 272	32 881	33 250	2 391
- Accises sur les énergies nettes	2 948	9 518	9 960	n.d.	-442
- Autres recettes fiscales nettes	4 621	17 095	15 763	20 852	1 332
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-4 540	-16 190	-16 445	-16 445	255
DONNEES PATRIMONIALES					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées		143 454			
Dettes financières de l'Etat		2 873 254			

* Hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés et contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés.



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Avril 2026**

SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE

	Mois	Cumul à fin avril			Ecart cumul
	Avril	2026	2025 retraité	2025 exécuté	2026 / 2025 retraité
unité : million d'€.					
Dépenses nettes du budget général					
Dotations des pouvoirs publics	0	1 140	1 138	1 138	2
Dépenses de personnel	13 111	53 753	52 507	52 513	1 246
Dépenses de fonctionnement	8 805	26 927	26 392	26 232	535
Charges de la dette de l'Etat	9 048	15 066	13 185	13 302	1 881
Dépenses d'investissement	1 521	8 984	7 679	7 674	1 306
Dépenses d'intervention	11 761	39 367	36 482	37 175	2 885
Dépenses d'opérations financières	104	346	623	655	-277
Total des dépenses (nettes) (I)	44 350	145 584	138 006	138 688	7 578
Recettes nettes du budget général					
Recettes fiscales	25 967	102 688	99 062	99 587	3 626
Recettes non fiscales	652	9 731	4 218	4 218	5 514
Prélèvements sur recettes	-5 164	-21 909	-19 805	-19 809	-2 104
Fonds de concours et attributions de produits	697	1 660	1 834	1 834	-174
Total des recettes (nettes) (II)	22 153	92 171	85 309	85 831	6 862
Total des recettes (nettes et hors prélèvements sur recettes)	27 317	114 080	105 114	105 639	8 966
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-22 198	-53 412	-52 696	-52 858	-716
Comptes spéciaux					
Solde des comptes d'affectation spéciale	506	1 310	392	392	918
Solde des comptes de concours financiers	-4 866	-17 732	-17 132	-17 132	-600
Solde des comptes de commerce	-182	256	310	310	-54
Solde des comptes d'opérations monétaires	1	-125	549	549	-674
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-4 540	-16 190	-16 445	-16 445	255
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-26 737	-69 602	-69 141	-69 303	-461



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Avril 2026**

**DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL
PAR TITRE ET CATEGORIE**

	Mois		Cumul à fin avril		Ecart cumul
	Avril	2026	2025 retraité	2025 exécuté	2026 / 2025 retraité
unité : million d'€.					
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	13 111	53 753	52 507	52 513	1 246
Rémunérations d'activité	7 576	30 612	30 399	30 403	213
Cotisations et contributions sociales	5 418	22 669	21 655	21 657	1 014
Prestations sociales et allocations diverses	118	472	453	453	19
AUTRES TITRES	31 239	91 831	85 499	86 176	6 332
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	1 140	1 138	1 138	2
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	8 805	26 927	26 392	26 232	535
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	3 230	13 831	12 801	12 760	1 030
Subventions pour charges de service public	5 575	13 096	13 591	13 472	-495
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	9 048	15 066	13 185	13 302	1 881
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0	0
Charges financières diverses	9 048	15 066	13 185	13 302	1 881
Titre 5 - Dépenses d'investissement	1 521	8 984	7 679	7 674	1 306
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	982	6 565	5 386	5 384	1 180
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	511	2 334	2 293	2 290	41
Subventions pour charges d'investissement	28	85	0	0	85
Titre 6 - Dépenses d'intervention	11 761	39 367	36 482	37 175	2 885
Transferts aux ménages	3 319	17 547	15 761	15 760	1 785
Transferts aux entreprises	3 577	9 514	8 473	9 220	1 041
Transferts aux collectivités territoriales	1 539	4 168	3 957	3 950	212
Transferts aux autres collectivités	3 326	7 577	7 826	7 780	-250
Appels en garantie	0	562	465	465	97
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	104	346	623	655	-277
Prêts et avances	0	0	-2	1	2
Dotations en fonds propres	10	54	112	142	-58
Dépenses de participations financières	94	291	512	512	-221
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL (nettes)	44 350	145 584	138 006	138 688	7 578



Situation Mensuelle
de l'Etat
Avril 2026

DEPENSES DU BUDGET GENERAL PAR MISSION
ET PROGRAMME

	Mois d'avril		Cumul à fin avril 2026		Cumul à fin avril 2025 retraité	Cumul à fin avril 2025 consommé	Ecart cumul
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP retraités	CP consommés	2026 / 2025 retraité
	unité : million d'€.						
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	185	211	1 089	987	1 088	1 088	-101
Action de la France en Europe et dans le monde	174	173	894	801	882	882	-81
Diplomatie culturelle et d'influence	5	2	122	118	135	135	-18
Français à l'étranger et affaires consulaires	5	36	74	68	70	70	-2
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	432	367	1 490	1 413	1 362	1 358	51
Administration territoriale de l'Etat	232	216	854	831	816	813	16
Vie politique	7	10	86	84	58	58	26
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	193	141	550	498	488	488	9
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	208	154	790	724	782	783	-58
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	83	38	326	288	391	391	-104
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	69	65	260	239	194	195	45
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	55	51	204	197	196	197	1
Allègements du coût du travail en agriculture (TODE-AG)	0	0	0	0	0	0	0
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	-68	163	172	599	1 141	1 141	-542
Aide économique et financière au développement	-83	150	-30	401	593	593	-192
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement	0	0	0	0	0	0	0
Solidarité à l'égard des pays en développement	15	13	77	72	439	439	-367
Restitution des "biens mal acquis"	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de solidarité pour le développement	0	0	125	125	109	109	16
AUDIOVISUEL PUBLIC ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0
France Télévisions ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0
ARTE France ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0
Radio France ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0
France Media Monde ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0
Institut national de l'audiovisuel ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0
TV5 Monde ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0
Programme de transformation ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0
COHESION DES TERRITOIRES	12 585	442	17 143	4 920	4 234	4 234	686
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	244	199	619	548	560	560	-12
Aide à l'accès au logement	12 322	0	16 281	3 959	3 306	3 306	654
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	9	213	206	345	247	247	99
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	3	15	1	19	20	20	0
Politique de la ville	0	0	20	21	78	78	-57
Interventions territoriales de l'Etat	7	15	16	28	24	24	-4
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	64	63	263	263	280	280	-17
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	43	42	170	170	161	161	9
Conseil économique, social et environnemental	0	0	9	9	34	34	-25
Cour des comptes et autres juridictions financières	21	21	84	84	85	85	-1
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0	0	0
CULTURE	457	275	1 641	1 001	1 020	1 020	-19
Patrimoines	66	39	653	330	304	304	26
Création	240	98	486	201	250	245	-49
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	81	70	221	199	195	195	4
Soutien aux politiques du ministère de la culture	70	68	281	271	272	276	0
DEFENSE	4 110	4 931	17 975	25 645	23 843	23 843	1 802
Environnement et prospective de la politique de défense	272	155	579	610	746	746	-135
Préparation et emploi des forces	1 032	1 348	4 196	6 713	6 514	6 432	198
Soutien de la politique de la défense	2 034	2 018	8 973	9 018	8 776	8 787	241
Equipement des forces	773	1 410	4 228	9 304	7 806	7 878	1 498
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	77	80	285	275	267	265	8
Coordination du travail gouvernemental	71	73	246	237	231	230	6
Protection des droits et libertés	7	7	39	38	35	35	3
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	2 898	2 647	11 919	8 720	7 125	7 915	1 595
Infrastructures et services de transports	1 043	841	4 321	2 634	2 866	2 866	-232
Affaires maritimes, pêche et aquaculture	23	25	83	65	70	70	-5
Paysages, eau et biodiversité	31	18	161	80	78	78	3
Expertise, information géographique et météorologie	1	2	578	344	321	288	23
Prévention des risques	78	37	1 038	329	289	287	40
Energie, climat et après-mines	-150	564	686	819	513	514	306
Service public de l'énergie	1 615	808	3 920	3 112	1 710	2 532	1 403
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	238	268	1 058	1 033	1 077	1 078	-44
Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires	-3	46	-14	180	132	132	48
Sûreté nucléaire et radioprotection	25	25	108	102	71	71	31
Ecologie - mise en extinction du plan de relance ⁽²⁾	-4	14	-19	23	0	0	23



Situation Mensuelle
de l'Etat
Avril 2026

DEPENSES DU BUDGET GENERAL PAR MISSION
ET PROGRAMME

	Mois d'avril		Cumul à fin avril 2026		Cumul à fin avril 2025 retraité	Cumul à fin avril 2025 consommé	Ecart cumul
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP retraités	CP consommés	2026 / 2025 retraité
unité : million d'€.							
ECONOMIE	503	364	2 257	2 002	705	705	1 298
Développement des entreprises et régulations	172	56	1 050	753	227	227	526
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	61	1	1	60
Statistiques et études économiques	39	38	164	164	164	164	1
Stratégies économiques	292	271	371	353	313	313	39
Financement des opérations patrimoniales en 2026 sur le compte d'affectation spéciale "Participations financières de l'Etat" ⁽²⁾	0	0	672	672	0	0	672
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	9 155	9 048	15 755	15 716	13 756	13 872	1 961
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat	9 029	9 029	14 887	14 887	13 003	13 119	1 885
Appels en garantie de l'Etat	107	0	669	562	465	465	97
Epargne	0	0	20	20	37	37	-17
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat	19	19	178	178	183	183	-4
Dotation du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	0	69	69	69	0
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	7 691	7 956	31 196	30 956	30 132	30 148	824
Enseignement scolaire public du premier degré	2 323	2 327	9 360	9 359	9 134	9 134	225
Enseignement scolaire public du second degré	3 515	3 451	13 596	13 523	13 177	13 177	345
Vie de l'élève	756	1 034	3 292	3 251	3 160	3 176	91
Enseignement privé du premier et du second degrés	702	692	3 294	3 251	3 221	3 221	30
Soutien de la politique de l'éducation nationale	260	247	980	909	886	886	23
Enseignement technique agricole	136	204	674	664	555	555	110
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES	898	905	3 703	3 536	3 475	3 474	61
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	653	676	2 717	2 628	2 607	2 605	21
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	78	70	401	331	311	312	19
Facilitation et sécurisation des échanges	167	159	586	578	557	557	21
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	179	160	553	533	487	487	46
Immigration et asile	85	67	452	428	408	408	20
Intégration et accès à la nationalité française	93	93	101	105	80	80	25
INVESTIR POUR LA FRANCE DE 2030	1	22	1	292	329	213	-37
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	0	0	15	0	0	15
Valorisation de la recherche	0	0	0	0	0	0	0
Accélération de la modernisation des entreprises	0	0	0	0	0	0	0
Financement des investissements stratégiques	1	22	1	197	213	213	-16
Financement structurel des écosystèmes d'innovation	0	0	0	80	116	0	-36
JUSTICE	1 084	1 069	4 143	4 234	4 033	4 034	201
Justice judiciaire	384	416	1 664	1 647	1 553	1 553	94
Administration pénitentiaire	431	416	1 494	1 720	1 630	1 630	90
Protection judiciaire de la jeunesse	131	92	431	361	342	342	19
Accès au droit et à la justice	76	78	277	263	259	259	4
Conduite et pilotage de la politique de la justice	62	66	274	240	246	247	-6
Conseil supérieur de la magistrature	0	1	2	2	2	2	0
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	171	89	479	229	247	247	-17
Presse et médias	142	78	183	137	151	151	-14
Livre et industries culturelles	28	11	296	93	96	96	-3
MONDE COMBATTANT, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION ⁽²⁾	9	110	1 140	1 031	1 093	1 093	-63
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation	9	105	1 101	1 008	1 069	1 069	-61
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	6	40	23	24	24	-1
OUTRE-MER	172	87	324	281	274	275	7
Emploi outre-mer	29	27	131	105	107	108	-2
Conditions de vie outre-mer	143	59	192	176	167	167	9
PLAN DE RELANCE ⁽¹⁾	0	0	0	0	396	396	-396
Écologie ⁽¹⁾	0	0	0	0	334	334	-334
Compétitivité ⁽¹⁾	0	0	0	0	63	63	-63
POUVOIRS PUBLICS	0	0	1 140	1 140	1 138	1 138	2
Présidence de la République	0	0	123	123	123	123	0
Assemblée nationale	0	0	608	608	608	608	0
Sénat	0	0	353	353	353	353	0
La Chaîne parlementaire	0	0	36	36	35	35	0
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	20	20	18	18	2
Haute Cour	0	0	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1	1	0



Situation Mensuelle
de l'Etat
Avril 2026

DEPENSES DU BUDGET GENERAL PAR MISSION
ET PROGRAMME

	Mois d'avril		Cumul à fin avril 2026		Cumul à fin avril 2025 retraité	Cumul à fin avril 2025 consommé	Ecart cumul
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP retraités	CP consommés	2026 / 2025 retraité
unité : million d'€.							
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	2 297	5 437	25 637	12 472	12 050	12 086	422
Formations supérieures et recherche universitaire	81	3 546	14 488	7 324	7 185	7 184	139
Vie étudiante	150	448	2 314	1 415	1 548	1 548	-133
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	1 102	1 109	5 426	2 158	1 813	1 813	345
Recherche spatiale	17	0	1 753	550	390	390	159
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	338	173	968	785	801	836	-15
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	340	137	340	137	151	151	-14
Recherche duale (civile et militaire)	143	0	143	0	0	0	0
Enseignement supérieur et recherche agricoles	126	24	206	104	163	163	-58
RÉGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	4 703	2 210	5 474	2 525	2 658	2 658	-133
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	3 818	1 735	3 818	1 735	1 852	1 852	-116
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	71	740	356	351	351	5
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	886	403	916	434	455	455	-22
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	297	704	635	1 305	980	963	325
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	115	515	448	1 104	893	877	211
Concours spécifiques et administration	182	189	186	202	87	87	114
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	10 154	10 126	44 382	44 352	43 746	43 746	606
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat	9 853	9 827	42 954	42 925	42 147	42 147	779
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux	301	300	1 428	1 427	1 600	1 600	-173
SANTE	7	38	1 201	486	632	562	-146
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	7	38	59	58	177	107	-119
Protection maladie	0	0	1 142	428	455	455	-27
Reversement à la Sécurité sociale des recettes de la Facilité pour la relance et la résilience (FRR) européenne au titre du volet «Sécur investissement» du plan national de relance et de résilience (PNRR)	0	0	0	0	0	0	0
SECURITES	2 142	2 143	8 211	8 363	8 164	8 167	200
Police nationale	1 111	1 125	4 364	4 412	4 309	4 311	102
Gendarmerie nationale	945	920	3 638	3 686	3 596	3 598	90
Sécurité et éducation routières	5	4	19	18	17	17	1
Sécurité civile	80	94	191	248	241	241	7
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	1 957	773	29 842	6 927	7 143	7 143	-216
Inclusion sociale et protection des personnes	407	89	13 553	2 892	3 336	3 336	-444
Handicap et dépendance	1 549	683	16 288	4 033	3 805	3 805	228
Egalité entre les femmes et les hommes	1	1	2	2	1	1	0
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	446	157	1 044	513	532	532	-19
Sport	80	100	209	144	87	87	57
Jeunesse et vie associative	17	10	485	323	437	437	-114
Jeux olympiques et paralympiques 2024 ⁽¹⁾	0	0	0	0	8	8	-8
Jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2030	349	47	349	47	0	0	47
TRANSFORMATION ET FONCTION PUBLIQUES	25	57	149	126	158	158	-32
Performance et résilience des bâtiments de l'Etat et de ses opérateurs	9	8	21	31	50	50	-20
Transformation publique	0	1	1	5	14	14	-8
Fonction publique	11	43	110	73	77	77	-4
Conduite et pilotage de la transformation et de la fonction publiques	4	4	17	17	17	17	0
TRAVAIL, EMPLOI ET ADMINISTRATION DES MINISTERES SOCIAUX	6 769	3 390	12 543	6 941	6 883	6 811	58
Accès et retour à l'emploi	240	625	3 585	2 475	2 062	2 049	414
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	6 398	2 624	8 197	3 690	4 055	4 001	-365
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	1	7	20	11	13	13	-2
Soutien des ministères sociaux	130	134	741	765	753	748	12
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	69 606	54 177	242 574	188 509	180 152	180 835	8 357
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	59 753	44 350	199 620	145 584	138 006	138 688	7 578

⁽¹⁾ Suppression en loi de finances initiale pour 2026

⁽²⁾ Modification de libellé en loi de finances initiale pour 2026



Situation Mensuelle
de l'Etat
Avril 2026

RECETTES FISCALES BRUTES DU BUDGET GÉNÉRAL
(NIVEAU DÉTAILLÉ)

	Mois		Cumul à fin avril		Ecart cumul
	Avril	2026	2025 retraité	2025 exécuté	2026 / 2025 retraité
unité : million d'€.					
Impôt sur le Revenu (A)	9 507	34 736	33 760	33 760	977
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	131	462	445	445	17
Impôt sur les sociétés et contributions assimilées (C)	426	17 697	18 061	18 061	-365
Impôt sur les sociétés	423	17 242	17 664	17 664	-422
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	3	300	315	315	-16
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	155	82	82	73
Impôt minimum mondial à 15% - Pilier 2 ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	1 561	5 666	6 272	6 272	-606
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	105	358	395	395	-36
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	112	1 096	1 448	1 448	-352
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	1	1	-1
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	0	0	0
Impôt sur la fortune immobilière	27	225	183	183	42
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	2	1	1	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	33	33	43	43	-10
Taxe sur les salaires	0	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	0	0	0	0
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	13	6	6	7
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	1	11	3	3	8
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	32	115	61	61	54
Contribution des institutions financières	0	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	0	2	1	1	1
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	1	1	1	1	0
Prélèvements de solidarité	671	2 872	3 151	3 151	-279
Taxe sur les gestionnaires d'infrastructures de transport (écrêtement)	0	0	0	0	0
Taxe sur les services numériques	497	498	493	493	4
Taxe d'habitation sur les résidences principales	1	2	6	6	-4
Taxe sur le patrimoine financier ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Contribution différentielle applicable à certains contribuables titulaires de très hauts revenus	0	0	0	0	0
Contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises	5	143	0	0	143
Taxe sur les petits colis ⁽¹⁾	1	2	0	0	2
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	9	40	66	66	-26
Cotisation foncière des entreprises	0	0	0	0	0
Recettes diverses	65	252	412	412	-160
Accises sur les énergies (E) ⁽¹⁾	3 065	10 128	10 677	5 709	-549
Accises sur les énergies (ex-TICPE) ⁽²⁾	1 378	5 838	5 594	5 709	245
Accises sur les énergies (ex-TICGN) ⁽²⁾	711	1 294	2 185	0	-891
Accises sur les énergies (ex-TICFE) ⁽²⁾	963	2 981	2 895	0	86
Autres taxes intérieures ⁽²⁾	13	15	3	0	11
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	17 393	63 919	60 832	61 201	3 086
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	3 710	13 007	11 162	16 285	1 845
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	32	143	154	154	-11
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	16	73	63	63	9
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	7	33	27	27	6
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	323	1 541	1 510	1 510	31
Mutations à titre gratuit par décès	1 313	4 673	4 608	4 608	65



Situation Mensuelle
de l'Etat
Avril 2026

RECETTES FISCALES BRUTES DU BUDGET GENERAL
(NIVEAU DETAILLE)

	Mois		Cumul à fin avril		Ecart cumul
	Avril	2026	2025 retraité	2025 exécuté	2026 / 2025 retraité
Contribution de sécurité immobilière	62	255	237	237	18
Autres conventions et actes civils	50	153	158	158	-5
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	49	193	195	195	-3
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	29	250	217	217	33
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	23	77	57	57	20
Timbre unique	7	103	109	109	-6
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0	0
Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules	122	432	214	214	217
Droits d'importation	0	0	0	0	0
Contribution sur la rente inframarginale de la production d'électricité	0	0	4	4	-4
Autres taxes intérieures ⁽²⁾	0	0	0	5 123	0
Autres droits et recettes accessoires	0	2	1	1	0
Amendes et confiscations	-1	-5	7	7	-12
Taxe générale sur les activités polluantes	1	8	10	10	-2
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	5	61	36	36	25
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	1	158	162	162	-5
Autres droits et recettes à différents titres	0	0	0	0	0
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	0	0	0	0	0
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	16	16	16	0
Taxe sur certaines dépenses de publicité	8	9	11	11	-2
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	776	777	558	558	220
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	3	13	15	15	-2
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	262	815	708	708	107
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	82	293	283	283	9
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	29	116	121	121	-4
Prélèvement sur les paris sportifs	68	291	273	273	18
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	12	43	39	39	4
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0	0
Taxe sur les rachats d'actions	4	148	276	276	-128
Taxe sur les transactions financières	335	1 028	711	711	317
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0	0
Autres taxes	86	1 311	379	379	932
TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)	35 794	145 614	141 208	141 733	4 405
TOTAL GENERAL (net)	25 967	102 688	99 062	99 587	3 626

⁽¹⁾ Création en loi de finances initiale pour 2026

⁽²⁾ Lignes de recettes remaniées en loi de finances initiale pour 2026.

⁽³⁾ Suppression en loi de finances pour 2026.



Situation Mensuelle
de l'Etat
Avril 2026

RECETTES NON FISCALES DU BUDGET GENERAL

	Mois		Cumul à fin avril		Ecart cumul
	Avril	2026	2025 retraité	2025 exécuté	2026 / 2025 retraité
unité : million d'€.					
Dividendes et recettes assimilées (A)	82	82	856	856	-774
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	0	0	0	0
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	82	82	854	854	-772
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	2	2	-2
Produits du domaine de l'Etat (B)	79	614	566	566	48
Revenus du domaine public non militaire	55	210	236	236	-26
Autres revenus du domaine public	1	2	1	1	0
Revenus du domaine privé	15	164	190	190	-25
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	8	238	139	139	99
Paieement par les administrations de leurs loyers budgétaires	0	0	0	0	0
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	0	1	0	0	0
Produits de la vente de biens et services (C)	129	487	433	433	55
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	56	170	113	113	57
Autres frais d'assiette et de recouvrement	71	311	314	314	-2
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	3	2	2	1
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	1	1	1	0
Autres recettes diverses	0	1	2	2	-1
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	44	7 044	310	310	6 734
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	7	52	67	67	-16
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	4	6	8	8	-2
Prêts et avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	5	6	6	-1
Intérêts des autres prêts et avances	3	71	71	71	0
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	18	35	23	23	12
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	6	6	6	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	13	6 870	129	129	6 742



Situation Mensuelle
de l'Etat
Avril 2026

RECETTES NON FISCALES DU BUDGET GENERAL

	Mois	Cumul à fin avril		Ecart cumul	
	Avril	2026	2025 retraité	2025 exécuté	2026 / 2025 retraité
unité : million d'€.					
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	143	805	926	926	-121
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	7	18	518	518	-499
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	13	65	65	65	1
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	1	3	2	2	1
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	122	669	293	293	376
Frais de poursuite	0	0	0	0	0
Frais de justice et d'instance	1	3	2	2	1
Intérêts moratoires	0	0	0	0	0
Pénalités	0	2	1	1	0
Divers (F)	174	699	1 127	1 127	-429
Reversements de Natixis	0	0	0	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	2	9	16	16	-7
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	26	95	101	101	-6
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	4	4	4	0
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0	0
Frais d'inscription	0	2	3	3	-1
Recouvrement des indemnisations versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	0	2	2	2	0
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	1	3	2	2	1
Récupération d'indus	6	38	55	55	-17
Recouvrements après admission en non-valeur	12	43	36	36	6
Divers versements de l'Union européenne	0	1	0	0	1
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	24	47	15	15	32
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	3	16	16	16	0
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	0	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	1	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0	0
Recettes accidentelles	22	258	302	302	-43
Produits divers	49	51	503	503	-452
Autres produits divers	27	129	72	72	56
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	652	9 731	4 218	4 218	5 514



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Avril 2026**

**PRELEVEMENTS SUR RECETTES DE L'ÉTAT
ET FONDS DE CONCOURS**

	Mois		Cumul à fin avril		Ecart cumul
	Avril	2026	2025 retraité	2025 exécuté	2026 / 2025 retraité
unité : million d'€.					
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-3 000	-12 733	-12 705	-12 709	-28
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-1 993	-8 223	-8 168	-8 171	-56
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	-1	-1	-1	0
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-399	-2 141	-2 112	-2 112	-29
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	0	-4	-6	-6	3
Dotations élu local	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	0	0	0	0	0
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0	0
Dotations départementales d'équipement des collèges	0	0	0	0	0
Dotations régionale d'équipement scolaire	0	0	0	0	0
Dotations globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (régions)	0	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (départements)	0	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (établissements publics de coopération intercommunale)	0	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (communes)	-138	-706	-896	-896	190
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	0	-7	-7	-7	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	0	0	0	0
Dotations de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-9	-36	-36	-36	0
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0	0
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-67	-67	0	0	-67
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	-12	-25	-20	-20	-5
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale d'autonomie de la Polynésie française	-8	-30	-30	-30	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des régions d'outre-mer confrontées à des pertes de recettes d'octroi de mer et de taxe spéciale de consommation du fait de la crise sanitaire ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de la collectivité de Corse confrontée à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Wallis-et-Futuna confrontées à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels	-374	-1 491	-1 422	-1 422	-68
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des communes et EPCI contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de cotisation foncière des entreprises	0	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat de compensation du Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) ⁽¹⁾	0	0	0	0	0



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Avril 2026**

**PRELEVEMENTS SUR RECETTES DE L'ÉTAT
ET FONDS DE CONCOURS**

	Mois		Cumul à fin avril		Ecart cumul 2026 / 2025 retraité
	Avril	2026	2025 retraité	2025 exécuté	
unité : million d'€.					
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel pour les communes et leurs groupements face à la croissance des prix de l'énergie et de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique en 2022 ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et des groupements de communes qui procèdent à l'abandon ou à la renonciation définitive de loyers ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel, au titre de l'année 2023, pour les collectivités territoriales face à la croissance des prix de l'énergie ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réforme de 2023 de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les EPCI percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat en faveur des communes nouvelles	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat visant à compléter le montant du fonds de sauvegarde des départements (article 131) ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat destiné à compenser, pour les communes, les EPCI à fiscalité propre et la métropole de Lyon, les pertes de recettes résultant de l'exonération de TFPB ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation et du lissage des pertes exceptionnelles de recettes de taxe foncière sur les propriétés bâties	0	0	-8	-8	8
Prélèvement sur les recettes de l'Etat compensant les pertes de recettes résultant du recentrage de l'assiette de taxe d'habitation sur les résidences secondaires	0	-4	0	0	-4
Prélèvement sur les recettes de l'Etat compensant les retards de versement de la taxe d'aménagement ⁽²⁾	0	0	0	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-2 164	-9 176	-7 100	-7 100	-2 076
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-5 164	-21 909	-19 805	-19 809	-2 104
Fonds de concours et attributions de produits					
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	664	1 095	1 392	1 392	-297
Fonds de concours - coopération internationale	33	565	442	442	123
TOTAL FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS	697	1 660	1 834	1 834	-174

(1) Suppression en loi de finances initiale pour 2026

(2) Création en loi de finances initiale pour 2026



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Avril 2026**

OPERATIONS DES COMPTES SPECIAUX

	Mois d'avril		Cumul à fin avril									Ecart cumul Soldes 2026 / 2025 retraité	
	Dépenses	Recettes	Dépenses			Recettes			Soldes				
			2026	2025 retraité	2025 exécuté	2026	2025 retraité	2025 exécuté	2026	2025 retraité	2025 exécuté		
unité : million d'€.													
Comptes d'affectation spéciale	6 277	6 784	24 075	23 433	23 433	25 385	23 826	23 826	1 310	392	392	918	
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	29	169	76	60	60	632	602	602	556	542	542	14	
Développement agricole et rural	4	4	10	1	1	15	14	14	4	13	13	-9	
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	19	0	87	74	74	39	125	125	-49	51	51	-100	
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	17	38	61	62	62	145	71	71	84	9	9	75	
Participations financières de l'Etat	84	34	965	550	550	720	134	134	-245	-415	-415	170	
Pensions	6 123	6 539	22 875	22 686	22 686	23 835	22 879	22 879	959	192	192	767	
Comptes de concours financiers	12 124	7 258	46 187	45 354	45 354	28 455	28 222	28 222	-17 732	-17 132	-17 132	-600	
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Avances à l'audiovisuel public	643	0	1 611	1 649	1 649	0	0	0	-1 611	-1 649	-1 649	38	
Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution	11 372	7 052	43 557	42 834	42 834	27 550	27 544	27 544	-16 007	-15 290	-15 290	-717	
Prêts à des Etats étrangers	16	54	151	243	243	136	103	103	-15	-140	-140	125	
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	93	1	118	148	148	13	62	62	-106	-86	-86	-20	
Prêts et avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	152	750	480	480	757	512	512	7	32	32	-25	
Comptes de commerce	10 146	9 964	19 005	18 005	18 005	19 260	18 315	18 315	256	310	310	-54	
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers et énergies alternatives, biens et services complémentaires	114	27	324	253	253	396	564	564	72	311	311	-239	
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	19	17	73	73	73	71	65	65	-2	-8	-8	6	
Couverture des risques financiers de l'Etat	21	21	469	601	601	469	601	601	0	0	0	0	
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	82	97	245	268	268	253	339	339	8	72	72	-63	
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	9 874	9 794	17 707	16 496	16 496	17 790	16 422	16 422	83	-73	-73	156	
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	0	1	2	2	2	1	0	0	-1	-2	-2	1	
Opérations commerciales des domaines	2	6	12	23	23	25	30	30	13	7	7	6	
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	3	1	8	9	9	10	9	9	2	0	0	2	
Soutien financier au commerce extérieur	31	0	164	281	281	245	284	284	81	3	3	78	
Comptes d'opérations monétaires	19	20	167	468	468	42	1 016	1 016	-125	549	549	-674	
Emission des monnaies métalliques	19	19	66	54	54	41	38	38	-25	-16	-16	-8	
Opérations avec le Fonds Monétaire International	0	0	101	412	412	0	975	975	-101	564	564	-665	
Pertes et bénéfices de change	0	1	0	2	2	1	3	3	1	1	1	-1	
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	28 565	24 026	89 332	86 848	86 848	73 142	70 403	70 403	-16 190	-16 445	-16 445	255	
TOTAL COMPTES SPECIAUX	28 565	24 026	89 433	87 260	87 260	73 142	71 379	71 379	-16 291	-15 881	-15 881	-410	



Situation Mensuelle
de l'Etat
Avril 2026

CORRESPONDANTS DU TRESOR
ET PERSONNES HABILITEES

		unité : million d'€.	Solde au 31/12/2025	Flux nets de l'année	Solde à fin avril 2026
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance		516	-255	261
	Organismes à caractère financier	Caisse des Dépôts et Consignations	10	0	11
		La Poste	0	0	0
		Divers organismes à caractère financier	6 706	-38	6 668
		Total organismes à caractère financier	7 232	-292	6 940
		Régions	1 136	233	1 368
		Départements	7 555	-1 400	6 155
		Communes	27 790	-2 473	25 317
	CEPL	Etablissements publics de coopération intercommunale	18 426	-675	17 751
		Etablissements sociaux et médico-sociaux	2 410	-232	2 178
		Autres	9 669	140	9 809
		Total CEPL	66 985	-4 407	62 578
		Etablissements publics de santé	7 834	-563	7 272
		Etablissements publics nationaux à caractère administratif	19 844	-3 410	16 433
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	13 523	6	13 530
	Etablissements publics nationaux	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	4 945	1 872	6 817
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	2 420	-726	1 694
		Total établissements publics nationaux	40 732	-2 258	38 475
		Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	6 037	1 695	7 732
		Union européenne	4 352	-3 113	1 239
	BPI Groupe financement fonds de garantie	6 232	47	6 279	
	GIP	1 951	-45	1 906	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	EPL	2 813	889	3 702	
	Autres correspondants	2 735	89	2 824	
	Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
	Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	66	-66	0	
	Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	13 798	914	14 711	
	Total Dépôts de fonds du Trésor	146 970	-8 023	138 947	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	2 986	255	3 240	
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	196	1 070	1 267	
	Intérêts courus sur comptes à terme	26	-26	0	
	Total Comptes à terme	3 208	1 299	4 507	
	Total Passif (A)	150 178	-6 724	143 454	
	Créances résultant des placements des deniers pupillaires	0	0	0	
	Découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
	Total Actif (B)	0	0	0	
	SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS DU TRESOR ET PERSONNES HABILITEES (A-B)	150 178	-6 724	143 454	



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Avril 2026**

**DETTE FINANCIERE DE L'ÉTAT
(hors intérêts courus non échus, intérêts constatés
d'avance et dettes rattachées à des participations)**

unité : million d'€.	Solde au 31/12/2025	Flux nets de l'année	Solde à fin avril 2026
Titres négociables (A)	2 737 132	109 211	2 846 343
Titres négociables à moyen et long terme	2 541 188	89 684	2 630 872
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	2 541 188	89 684	2 630 872
<i>dont - taux fixe</i>	<i>2 234 548</i>	<i>73 311</i>	<i>2 307 859</i>
<i>- taux variable</i>	<i>239 808</i>	<i>-3 113</i>	<i>236 695</i>
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont - taux fixe</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>- taux variable</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	195 944	19 527	215 471
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	195 944	19 527	215 471
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	26 982	-71	26 911
TOTAL (A+B+C)	2 764 114	109 140	2 873 254



Situation Mensuelle de l'Etat Avril 2026

NOTES METHODOLOGIQUES

Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois.
Les chiffres « 2025 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière.
Les chiffres « 2025 retraité » correspondent aux données « 2025 exécuté » corrigées des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI.

Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public.

Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Dépenses et recettes nettes

L'article 8 de la loi organique n° 2021-1836 du 28 décembre 2021 relative à la modernisation de la gestion des finances publiques vient compléter l'article 10 de la loi organique n° 2021-692 du 1^{er} août 2001 par l'alinéa ainsi rédigé « Les crédits relatifs aux remboursements, restitutions et dégrèvements des impositions de toutes natures revenant à l'Etat ne sont pas pris en compte pour l'évaluation des recettes et la présentation du tableau d'équilibre prévue à l'article 34 ».

Les dépenses et recettes nettes correspondent ainsi aux dépenses budgétaires brutes et aux recettes fiscales brutes, minorées des remboursements et dégrèvements (R&D) d'impôts d'Etat (mission « R & D », programme 0200 « R & D d'impôts d'Etat »).

Dette financière de l'Etat

La dette financière de l'Etat (page 18) ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations, pour présenter un montant en accord avec la dette au sens de Maastricht.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours et attributions de produits

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission. Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes (PSR)

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation. Unité de spécialité des crédits, il constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe fixée par le Parlement, sans dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R&D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante.

Titre

Le titre identifie une typologie de dépenses budgétaires de l'Etat.



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Avril 2026**

LISTE DES SIGLES

AFITF	Agence de financement des infrastructures de transport de France	IS	Impôt sur les sociétés
ASP	Agence de services et de paiement	LFG	Loi de finances de fin de gestion
BG	Budget général	LFI	Loi de finances initiale
BTF	Bons du Trésor à taux fixe	OAT	Obligations assimilables du Trésor
CAS	Compte d'affectation spéciale	PAS	Prélèvement à la source
CDC	Caisse des dépôts et consignations	PFE	Participations financières de l'Etat
CFE	Cotisation foncière des entreprises	PSR	Prélèvements sur recettes
CVAE	Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	R&D	Remboursements et dégrèvements
DGF	Dotation globale de fonctionnement	TF	Taxe foncière
FAR	Frais d'assiette et de recouvrement	TGAP	Taxe générale sur les activités polluantes
FCTVA	Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée	TH	Taxe d'habitation
FDNV	Frais de dégrèvement et de non-valeur	TICFE	Taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité
FMI	Fonds monétaire international	TICGN	Taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel
IFER	Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux	TICPE	Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques
IFI	Impôt sur la fortune immobilière	TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
IR	Impôt sur le revenu	UE	Union européenne